



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2021-2022

FC/YG

P.V. TTCPA 04

Commission "Toutes les Commissions Parlementaires"

Procès-verbal de la réunion du 04 juillet 2022

Ordre du jour :

Echange de vues avec Monsieur Frans Timmermans, Vice-Président exécutif de la Commission européenne, chargé du pacte vert pour l'Europe

*

Présents : M. Guy Arendt, M. André Bauler, Mme Simone Beissel, Mme Myriam Cecchetti, M. Frank Colabianchi, M. Yves Cruchten, Mme Stéphanie Empain, M. Jeff Engelen, M. Fernand Etgen, M. Paul Galles, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Max Hengel, M. Aly Kaes, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Lamberty, Mme Lydie Polfer, Mme Viviane Reding, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, M. Carlo Weber, M. Claude Wiseler

M. Marc Angel, M. Charles Goerens, Mme Isabel Wiseler-Santos Lima, membres du Parlement européen

M. Frans Timmermans, Vice-Président exécutif de la Commission européenne, chargé du pacte vert pour l'Europe

Mme Anne Calteux, Représentant de la Commission européenne au Luxembourg
M. Dennis Wernerus, Chef adjoint de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg
M. Antoine Colombiani, Membre du Cabinet du Vice-Président exécutif
Mme Valentina Rusconi, European Semester Officer

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie et Ministre de l'Aménagement du territoire

M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés
Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe de la Chambre des Députés
Mme Tania Tennina, Mme Elisabeth Funk, Mme Fabiola Cavallini, Mme Tania Sonnetti, M. Chris Li, M. Tun Loutsch de l'Administration parlementaire

Mme Iness Chakir, M. Tim Delles, membres du Bureau exécutif du Parlement des jeunes

Excusés : Mme Diane Adehm, Mme Semiray Ahmedova, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Gilles Baum, M. François Benoy, Mme Djuna Bernard, M. Dan Biancalana, Mme Tess Burton, M. Sven Clement, Mme Francine Closener, M. Mars Di Bartolomeo, M. Emile Eicher, M. Félix Eischen, Mme Chantal Gary, M. Léon Gloden, M. Marc Goergen, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, M. Marc Hansen, Mme Carole Hartmann, M. Dan Kersch, M. Fred Keup, M. Pim Knaff, M. Marc Lies, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch, Mme Nathalie Oberweis, M. Roy Reding, M. Jean-Paul Schaaf, Mme Jessie Thill, M. Serge Wilmes, M. Michel Wolter

M. Christophe Hansen, Mme Tilly Metz, Mme Monica Semedo, membres du Parlement européen

*

Présidence : Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés

*

Echange de vues avec Monsieur Frans Timmermans, Vice-Président exécutif de la Commission européenne, chargé du pacte vert pour l'Europe

Suite à quelques paroles d'introduction et de bienvenue de la part de M. le Président de la Chambre des Députés, M. Frans Timmermans se dit d'être honoré de discuter des projets de la Commission européenne dans une période de grands bouleversements mondiaux. Selon lui, afin de limiter les difficultés de la crise climatique, il faut mettre l'humanité en position de contrôler cette crise. M. Frans Timmermans admet que cette tâche de la Commission européenne se fait dans une période difficile en plein milieu d'une guerre d'agression. Le Commissaire européen rappelle que l'enjeu de cette guerre ne se limite pas à la liberté de l'Ukraine et aux revendications européennes de la population ukrainienne, mais touche le cœur des valeurs européennes et la vision du futur européen. M. Frans Timmermans estime que le Pacte Vert et la transition verte sont des enjeux géopolitiques. Il avertit que si le monde ne prend pas la bonne direction, les générations futures mèneront des guerres pour la nourriture et pour l'eau.

M. Frans Timmermans reconnaît que le « paquet climat » changera plusieurs facteurs dans les économies européennes. Il rappelle que l'Europe fait face à une pénurie de personnel dans une série de secteurs. Selon lui, les autorités publiques - à l'échelle nationale et européenne - doivent donner la possibilité aux travailleurs de se requalifier dans des emplois, qui se développeront dans le futur. Le Commissaire européen craint que le plus grand risque de la transition énergétique est de laisser des personnes sur le bord du chemin. Il réitère que tout le monde doit faire partie de ce changement.

Suite à l'exposé du Vice-président exécutif de la Commission européenne, il est procédé à un échange de vues dont il y a lieu de retenir ce qui suit :

La Présidente du Parlement des Jeunes soulève la question d'une éventuelle détérioration de la compétitivité européenne causée par les objectifs du Pacte Vert. M. Frans Timmermans note que selon certaines voix la crise sanitaire et le déclenchement de la guerre en Ukraine ont remis en cause la nécessité du Pacte Vert. En fin de compte, il constate que tous les États membres se sont rendu compte de la nécessité d'une transition énergétique et soutenable. Le Commissaire européen insiste sur le fait qu'il faut créer une économie performante, moderne et soutenable tout en incorporant tous les éléments de la révolution industrielle. Il ne constate

pas une concurrence économique avec le reste des économies mondiales. M. Frans Timmermans est d'avis que les Européens sont les seuls ayant un projet concret pour atteindre la neutralité climatique en 2050. Il insiste sur le projet de la transition énergétique ; selon lui, il est impossible de rester dépendant du gaz et du pétrole russe. D'après le Commissaire européen, l'énergie renouvelable est la seule solution pour que l'Europe reconstruise sa souveraineté énergétique. Il estime que, d'ici cinq ans, les voitures électriques coûteront moins chères que les voitures thermiques.

Suite à une question de M. Yves Cruchten relative aux budgets des États membres alloués aux énergies renouvelables, M. Frans Timmermans est d'avis que les énergies renouvelables deviendront de plus en plus à bon marché. A la question du député M. Yves Cruchten si la guerre en Ukraine avait été un accélérateur de la transition énergétique. M. Frans Timmermans répond en citant l'exemple du Groupe de Visegrad (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie) dont trois des quatre pays membres seraient désormais favorables à une transition énergétique. M. Frans Timmermans reconnaît dans ce contexte qu'il avait eu tort par le passé de croire que la dépendance entre l'Europe et la Russie en matière de commerce de l'énergie était mutuelle. M. Frans Timmermans précise que l'UE doit continuer à coopérer au niveau international en matière d'énergie. Par contre, il met en alerte le fait que les États membres doivent rester unis afin d'éviter de succomber à la tentation de se mettre en concurrence les uns contre les autres. Finalement, le Commissaire européen appelle les députés de préparer les sociétés à faire face à des pénuries énergétiques et de rester vigilant de l'impact néfaste que cela pourrait avoir sur les citoyens et sur les industries. Il informe encore que la Commission européenne est en train de préparer un rapport sur les enjeux d'une potentielle pénurie énergétique.

Suite à une question de la députée Mme Viviane Reding, il est précisé que l'Union européenne a intérêt à créer des relations politiques et économiques lui donnant la possibilité de changer vers une économie soutenable. M. Frans Timmermans souligne qu'il faut trouver un équilibre juste entre le renforcement de la propre force industrielle européenne et une ouverture vers le monde.

Le député européen M. Charles Goerens soulève une question liée au projet de la Commission visant à inclure certaines activités gazières et nucléaires à la liste des activités économiques durables. M. Frans Timmermans explique qu'il faut faire face aux « réalités politiques » : pour certains États membres, le nucléaire est essentiel, et pour d'autres il est indiscutable. Selon lui, l'acte délégué relatif à la taxonomie pourrait accélérer la transition vers des énergies renouvelables.

Suite au constat du député européen M. Marc Angel, le Commissaire européen admet que la grande question sociale de notre génération et de la prochaine serait de s'assurer que « tout le monde soit inclus » dans le changement. M. Frans Timmermans reconnaît qu'il s'agit de la question la plus difficile et la plus importante. Pour lui, cela passera par des questions de fiscalité. Il faudra ainsi « réinventer la redistribution » des richesses, et rester vigilant aux propos des « ultraradicaux » profitant de l'insécurité provoquée par les questions que soulève la transition énergétique pour mettre en opposition les « agendas » vert et social.

La députée Mme Stéphane Empain regrette que lors du dernier Conseil « Environnement », les Ministres aient laissé entendre qu'il y aurait encore une possibilité à continuer à utiliser les « e-fuels ». M. Frans Timmermans annonce que le Conseil a demandé d'avoir une analyse supplémentaire d'ici 2026 concernant les « e-fuels ». L'analyse actuelle est que les « e-fuels » sont trop chers et inefficaces pour faire concurrence à la mobilité électrique. Il admet aussi que dans le futur on aura besoin des « e-fuels » pour l'aviation. M. Frans Timmermans est encore d'avis que si on force les constructeurs d'automobiles de garder en parallèle deux systèmes de construction complètement différents, on empêche les voitures électriques de devenir moins chères. Il faut se donner une position industrielle plus forte pour se concentrer sur une

technologie. Il estime que le secteur automobile s'est déjà rendu compte que c'est la seule technologie dominante pour les voitures et les camionnettes. M. Frans Timmermans annonce encore que la volonté de la Commission européenne est de créer des bornes électriques tous les 60km.

Le député M. Claude Wiseler indique que dans un rapport publié par la Cour des comptes européenne en mai 2022, celle-ci pointe que d'une part toutes les dépenses liées au climat dans le cadre du budget européen ne sont pas en réalité toutes liées à l'action climatique et que, d'autre part, certaines dépenses ont été prises en compte dans le budget alors qu'elles n'ont pas encore été réellement effectuées. M. Frans Timmermans insiste sur le fait que la plupart des critiques de la Cour des comptes visaient le manque de « greening » de la politique agricole commune. Selon lui, le « green deal » avance très bien, mais il admet que la stratégie « farm to fork » n'avance pas très bien. Sur la base de la crise alimentaire, on utilise des arguments pour continuer les politiques agricoles existantes. M. Frans Timmermans note qu'il faudrait entamer des efforts supplémentaires afin que les terres agricoles en Europe puissent se reconstituer. Il en déduit qu'il faut repenser le système agricole. Il est encore d'avis que les projets que les États membres ont développé dans le cadre de la reconstruction après la crise sanitaire des projets très concrets pour le verdissement de l'Union européenne. Il espère que le prochain rapport de la Cour des comptes est plus positif.

Suite à une prise de parole de M. Claude Turmes, le Commissaire européen précise que 600 millions d'Africains n'ont pas accès à l'énergie. Il note qu'il faudrait créer des structures industrielles en collaboration avec les Africains pour qu'ils puissent bâtir leur propre système énergétique.

Luxembourg, le 04 juillet 2022

La Secrétaire-administrateur,
Fabiola Cavallini